

François-Xavier FORT
Maitre de Conférences – HDR
C.R.E.A.M. (E.A. 2038)
Université Montpellier 1
Ancien Conseiller Scientifique
Commissariat Général du Plan
francois-xavier.fort@umontpellier.fr

Etudes universitaires

- Habilitation à diriger des recherches, Université Montpellier 1 (2009)
- Doctorat en droit public, La contractualisation de la politique universitaire, mention très honorable avec les félicitations du jury, Université Montpellier I (2000)
Diplôme d'université d'anglais des affaires
Diplôme d'université d'informatique juridique
- D.E.A. droit public interne, Université Montpellier I (1994)
- Maîtrise de droit public, option droit administratif, Université Montpellier I (1993)
- Licence en droit, Université Montpellier I (1992)
- DEUG mention droit, Université Montpellier I (1991)
Diplôme d'université de sciences politique et administratives
- Baccalauréat, série B, Académie de Montpellier (1989)

Expérience professionnelle

- Maître de conférences de droit public (2002 : Université Montpellier 1 ; du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2005 : Université de Nîmes ; depuis le 1^{er} janvier 2006 : Université Montpellier 1, UFR Droit)
- Chargé d'enseignement Ecole des Avocats Centre Sud
- Chargé d'enseignement INSET Montpellier (depuis 2012)
- Conseiller scientifique, Commissariat Général du Plan (2002-2004)
- Ingénieur d'études, Université Montpellier 3 (2000-2001)
- ATER Université Montpellier 1 (1998-2000)
- Chargé de TD Université Montpellier 3 (1994-1998)

Publications

Ouvrages

- Contrat et droit des collectivités territoriales (dir.), Coll. Logiques Juridiques, L'Harmattan, 2014
- La politique de contractualisation avec les universités, Rapport au Premier Ministre, La documentation Française, 2004 (rapporteur du Comité de pilotage)

Articles

- La protection du fonctionnaire face aux risques psychosociaux, JCP A, 2017, 27 février 2017, n° 2061

- Clause de compétence générale, in N. Kada et al., Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation, Berger-Levrault, 2017.
- L'émergence d'un statut de personne handicapée (à paraître)
- L'amélioration de la lisibilité des compétences pour garantir le contrôle démocratique, in M.-C. Steckel, Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles, L'Harmattan, 2016, pp. 207-229.
- Les exemples écossais et catalan et l'Etat unitaire, in La régionalisation en Europe, regards croisés, sous la direction E. Cherrier et S. Guérard, Bruylant, 2014, pp.299-312.
- Les sources de l'exigence de liaison du contentieux, (CREAM, La liaison du contentieux, 2015)
- Observations sur la notion de compétence locale, JCP A, 2014, n° 2200, pp. 20-26.
- L'usage du contrat dans le droit des collectivités territoriales, F.-X. Fort (dir.), Contrat et droit des collectivités territoriales, coll. Logiques Juridiques, 2014, pp. 7-26.
- Indisponibilité des compétences et droit des collectivités territoriales, CREAM, L'indisponibilité des compétences, Editions du CREAM, 2013, pp. 227-255.
- Le renouvellement des procédures de participation en droit de l'environnement, Environnement, 2013, n°1, pp. 13-18.
- L'Etat fiduciaire et l'obligation de protéger l'environnement, Paule Halley (dir.), L'environnement, notre patrimoine commun et son Etat gardien, Editions Yvon Blais, 2012, pp. 159-180.
- Indépendance et enseignement supérieur, Indépendance(s), Etudes offertes au Professeur Jean-Louis AUTIN, Ed. Faculté de droit et de science politique de Montpellier, 2012, pp. 215-248.
- La réforme des dispositions législatives relatives à la bioéthique : l'exemple français, Fransec José Rodriguez (coord.), Investigacion biomédica, derechos fundamentales e interes generales, Universitat de Barcelona, n°54, 2012, pp. 197-219.
- Remarques sur le régime de gestion de la propriété industrielle entre personnes publiques, co-écrit A. Robin, AJDA, 2010, pp. 2292-2299.
- La protection de la dignité de la personne détenue, AJDA, 2010, pp. 2249-2257.
- De l'égalité à la parité dans l'accès à la fonction publique, A.J.D.A., 2009.
- L'insertion de la Charte constitutionnelle de l'environnement au sein du droit public français, Environnement, n° 1 et n°2, 2009.
- La coopération territoriale au sein de l'espace européen, D.A., 2009, n°1.
- Domanialité publique des édifices du culte et principe de laïcité, Mélanges Miaille, PUFDM, 2009.
- Une évolution en demi-teinte pour les universités, J.C.P., Ed. Ad., 2007.

- Observations à propos des notions de contractualisation et de gouvernance et sur leurs liens mutuels, in CREAM/AJIT, Contractualisation, participation publique et protection de l'environnement, PUFDM, 2007.
- Le retrait d'une commune d'un EPCI, AJDA, 2006, n° 39.
- Le licenciement des agents publics, une mesure singulière, R.D.P. 2006, n°6.
- Les aspects administratifs de la liberté contractuelle, Mélanges M. Guibal, Université Montpellier I, 2006, pp. 27-43.
- Les pouvoirs d'injonction du juge dans le contentieux contractuel, Revue juridique nîmoise, n°1, 2005.
- La périlleuse situation du secours en montagne, J.C.P. A., 2004, n° 1087.
- Le bilan des contrats de Plan après deux décennies d'exécution, Mélanges J.P. Colson, P.U.G., 2004, pp. 215-228.
- La contractualisation, facteur de renforcement de l'autonomie des universités, Sciences de la Société, n° 58, 2003, pp.59-73.
- Coopération intercommunale et principe de libre administration, D.A., 2003, n° 2.
- De l'indépendance des universités, Revue Administrative, n° 323, 2001, pp. 454-466.

Notes de jurisprudence

- Pas de protection fonctionnelle pour le président du tribunal correctionnel, délinquant à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, note sous CE 11 février 2015, DA, 2015, comm. 43.
- L'impératif de délai dans la mise en place des organes délibérants des EPCI, note sous CE 5 février 2014, AJDA, 2014, pp.1272-1274
- L'effectivité des droits des personnes handicapées et le référé-liberté, note sous CE Ord. 27 novembre 2013, Epoux C., AJDA, 2014, pp. 574-577.
- La constitutionnalité conditionnée des servitudes administratives, note sous CC 14 octobre 2011 n° 2011-182 QPC, AJDA, 2012, pp. 1285-1291.
- Fondements de la responsabilité du fait des mineurs placés, note sous CE 17 mars 2010, DA n°10, octobre 2010, comm. 137.
- Les libertés universitaires devant le Conseil d'Etat, AJDA, 2010, p. 58.
- La garde d'autrui: fondement illimité de la responsabilité sans faute,, J.C.P., Ed. A., 2009, n°2118.
- L'abrogation implicite de la loi par une disposition constitutionnelle postérieure, D.A., 2009, n°5 et Environnement, 2009, n°48.
- La garde, fondement consacré de la responsabilité sans faute des personnes publiques, A.J.D.A., 2008, p. 2081.
- Service public géré par un organisme privé, la clarification opaque du Conseil d'Etat, P.A., 2007.
- Feu, la jurisprudence Thouzellier ?, Dalloz, 2006, p. 2031.

- Un contrat par lequel une personne publique charge une personne privée de la promotion de son image constitue un contrat administratif, JCP, G. 2001, II, 10 650.
- La publicité télévisée interdite pour les sites internet, P.A., 2001, n° 126.

Fascicules d'encyclopédie juridique

- Négociation dans le secteur public, Lamy Négociation collective, 2014.
- Recrutement – Exceptions au principe du concours, Fascicule 181-10. JurisClasseur administratif.

Participation à des groupes de recherche

- Recherche collective du CREAM sur le thème de l'instruction 2016-2017
- Recherche collective du CREAM et du Tribunal Administratif de Montpellier sur le thème de *La liaison du contentieux*, 2013-2015.
- Recherche collective du CREAM ayant pour thème *l'indisponibilité des compétences* 2012-2013 (L'indisponibilité des compétences, Editions du CREAM, 2013).
- Participation au groupe de recherche sur *l'Etat fiduciaire*, Recherche de la Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement, Université de Laval, Canada, 2010-2012 (L'environnement, notre patrimoine commun et son Etat gardien, Editions Yvon Blais, 2012).
- Recherche du centre de droit administratif et de droit processuel de l'Université de Barcelone sur *la conciliation entre les droits fondamentaux et la bioéthique*, Recherche coordonnée par Francisco José Rodriguez et Elisenda Malaret, 2012-2012 (Investigacion, Biomédica, derechos fundamentales e intereses generales, Publications de l'Université de Barcelone, n°54, 2012).
- Participation à l'action intégrée EGIDE sur le thème *La parité*, CREAM (Université Montpellier 1), Laboratoire de Droit social (Université Montpellier 1) et l'Université de Marrakech, 2007-2010.
- Participation à l' « European work group on telematic procedures » (Professeur Giovanni Duni coord.) 2008-2009.

Organisation de Colloques

- Le transfert de la compétence tourisme, 27 janvier 2017, journée d'études CREAM/KPMG, Faculté de droit, Université de Montpellier
- 2^{ème} Université du droit des collectivités territoriales, 3/5 juillet 2013, *Des collectivités en mutation*, Université Montpellier 1 (avec le soutien de l'AATF (Association nationale des administrateurs territoriaux))
- 1^{ère} Université du droit des collectivités territoriales, 2/6 juillet 2012, *Le contrat*, Université Montpellier 1 (avec le soutien de l'ADCF)
- Journée d'études sur *La mutualisation*, avec KPMG, 2 mars 2012, Université Montpellier 1
- *La réforme des institutions universitaires*, 27 mars 2008, Université Montpellier 1.

- Colloque annuel franco-marocain entre les facultés de droit de Montpellier et de Marrakech depuis 2010 (la dignité 2010, la proportionnalité 2011, la participation 2012, le territoire 2013, la personne 2014, le temps 2015, la protection 2016)

Communication à des colloques
(thématique des communications)

- L'article 68 de la loi NOTRe et le transfert de la compétence tourisme aux EPCI, Matinée d'études CREAM/KPMG, Faculté de droit de Montpellier, 27 janvier 2017.
- Le fonctionnaire et le risque : quelle protection?, 11^e colloque franco-marocain, 25 mars 2016, Université de Montpellier
- L'amélioration de la lisibilité des compétences pour garantir le contrôle démocratique, colloque GRALE/OMIJ/ Université de Limoges, La recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles, 5 et 6 décembre 2015, Université de Limoges
- La temporalité du droit administratif, 10^e colloque franco-marocain, 20 avril 2015, Université de Marrakech
- La nouvelle organisation institutionnelle des territoires urbains, 2^e forum national de la ville, Meknès, juin 2014
- Le handicap et le droit, 9^e colloque franco-marocain, Université Montpellier 1, avril 2014
- La reconfiguration des territoires urbains, 8^e colloque franco-marocain, Université de Marrakech, octobre 2013
- Les mutations de l'Etat unitaire à travers les exemples écossais et catalans, Université de Valenciennes, novembre 2012
- La place de la participation en droit de l'environnement, 7^e colloque franco-marocain, Université Montpellier 1, avril 2012
- L'Etat fiduciaire et la protection de l'environnement, colloque CREAM/Chaire canadienne de droit de l'environnement, Université Montpellier 1, mai 2011
- La proportionnalité en droit administratif, 6^e colloque franco-marocain, Université de Marrakech, avril 2011
- La protection des personnes vulnérables, Université de Gérone, octobre 2010
- L'autonomie des universités françaises, Perspectives comparatistes, Université de Sherbrooke, octobre 2010
- La réforme des lois bioéthiques françaises, Université de Barcelone, juin 2010
- Dignité et détention, 5^e colloque franco-marocain, Université Montpellier 1, avril 2010
- La parité dans le droit de la fonction publique, Colloque LDS/CREAM/Université de Marrakech, octobre 2008.
- Gouvernance et contractualisation, CREAM/ Université de Laval (Canada), octobre 2005
- Les pouvoirs d'injonction dans le contentieux contractuel, Université de Nîmes/CAA Marseille, mai 2005

Responsabilités collectives

- Membre du conseil de l'UFR Droit de l'Université Montpellier 1 (élection en 2008, 2010, 2014)

- Référent pédagogique handicap pour l'UFR droit depuis 2008
- Membre du conseil de la section de droit public (élection en 2008, 2011, 2015)
- Membre de comités de sélection (université Montpellier 1 : 2013, 2012 ; Université Toulouse 3 : 2011 ; Université Montpellier 3 : 2011) membre de la commission de spécialistes Université Montpellier 3 : 2005-2008 ; membre de la commission de spécialistes CUFR Nîmes : 2004-2006)
- Membre du jury d'attaché territorial (externe) CNFPT Sud Est jusqu'en 2012
- Membre du jury du DE CAFERUIS, DEIS et DE ASS (diplôme de l'action sociale de niveau II) depuis 2008

Responsabilités pédagogiques

- Directeur du M2 Droit et management de la sécurité civile 2009- 2012 (accord avec ENSOSP pour les années 2010-2012)
- Co-directeur du DU Droit et Pratique du Contentieux administratif depuis 2010

Thèses encadrées

- Rémi Capart, Les pouvoirs de police administrative du préfet de zone de défense et de sécurité, soutenue le 9 janvier 2015, mention très honorable avec les félicitations du jury.
- Maryna Shkilova, La mutualisation des services dans la cadre de l'intercommunalité, co-direction avec le professeur Laurence Weil, soutenue le 12 janvier 2015, mention très honorable.
- Patrice-Emmanuel Ngolle, La sécurité civile dans les Etats de la CEMAC, 1ère inscription 2010, soutenance le 15 décembre 2015
- Ludivine Champlong, La mutualisation en matière de sécurité civile, contrat CIFRE avec le SDIS du Val d'Oise, 1ère inscription 2011
- Carolina Moyano Forero, La responsabilité administrative : regards croisés France-Colombie, Thèse en co-tutelle avec le professeur José-Luis Benavides, Université Externado de Bogota, 1ère inscription, 2012
- Claire Multeau, Les coopérations inter-universitaires, 1ère inscription 2012.
- Anne Predon, Le harcèlement dans la fonction publique, 1ère inscription 2012
- Caroline Demaretz, La gestion des risques et les documents de gouvernance en sécurité civile, 1ère inscription 2012

Participation à des jurys de thèses

- Réjane Vénézia, La pérennisation du contrat dans la fonction publique, thèse sous la direction de Delphine Costa, rapporteur avec Didier Jean-Pierre, Université d'Avignon et des pays de Vaucluse, Mention très honorable, 8 juillet 2016.
- Matthieu Champauzac, Contrats public et domaine privé, thèse sous la direction de Marion Ubaud-Bergeron, rapporteurs P. Terneyre et H. Hoepffner (4 décembre 2014).

- Christophe Charmasson,, La mutualisation des compétences et des moyens entre personnes morales de droit public, sous la direction de C. Ribot, rapporteurs F. Linditch et M. Sousse (14 janvier 2012).
- Maria- Joséphina Osorio-Giammaria, L'introduction d'un pouvoir d'injonction dans les juridictions administratives françaises et colombiennes, sous la direction de Laurence Weil, rapporteurs Josè-Luis Benavidès (Université Externado de Bogota) et S. Théron (12 janvier 2012).

Enseignements effectués dans des universités étrangères

- Séjour à l'Université Libanaise : droit des collectivités territoriales / fonction publique : enseignements en M2 (avril 2016)
- Séjour à l'université de Marrakech : droit des collectivités territoriales / Droit administratif général : enseignements en L3 et M1 (novembre 2010)

Enseignements assurés

Année universitaire 2015/2016

Droit de la fonction publique L3, Droit de la responsabilité administrative L3, Institutions Administratives L1, Droit administratif comparé L3, Séminaire de droit public du travail M2 droit public général, Droit administratif approfondi, MAP/IPAG, Droit administratif pénitentiaire M2 Droit de la sanction pénale, Droit administratif Capacité en droit 2^e Année.

Enseignements en Licence

Systèmes juridiques comparés (2007-2013)

Droit de la fonction publique (2003-2005 université de Nîmes) et depuis 2012 Université Montpellier 1

Droit de la responsabilité administrative depuis 2012

Droit administratif comparé depuis 2010

Institutions administratives(2002-2005 Université Nîmes)depuis 2007 Université Montpellier1

Droit administratif général (2002-2008) Université Nîmes

Droit Constitutionnel (2002-2005) Université Nîmes

Droit de la fonction publique (2003-2005) Université de Nîmes

Enseignements en Master

Séminaire de droit public du travail M2 Droit public général depuis 2013

Droit administratif pénitentiaire M2 Droit de la sanction pénale depuis 2010

Droit administratif approfondi Master d'administration publique/IPAG depuis 2007

Collectivités territoriales (Prep'Ena, Université Montpellier 1 de 2009 à 2014)

Organisation et pouvoir en matière de sécurité civile M2 Droit et gestion de la sécurité civile (2010-2012)

Intercommunalités M2 Droit et gestion de collectivités territoriales (Université de Nîmes 2005-2009)

Droit des contrats administratifs (2005-2009 Université de Nîmes)